

SUPPRESSIONS DE POSTES À APS34 MALGRÉ LES PROMESSES DU DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT



Fin février 2025, nous apprenions avec stupéfaction une réduction budgétaire à venir de - 25 %, de la part de notre financeur principal, le département de l'Hérault.

Durant deux mois, nous nous sommes mobilisé-es dans la rue, dans les quartiers, auprès de nos partenaires et des habitant-es pour revendiquer au Département de l'Hérault le maintien de nos postes.

Le Département s'est empressé de sortir un communiqué de presse le 11 mars 2025, dans lequel il démentait, affirmant que ces coupes budgétaires n'étaient que des rumeurs.

Le 25 mars 2025, devant l'hôtel du Département, lors d'une journée de mobilisation nationale des acteurs de la Protection de l'Enfance à laquelle nous avons participé avec les éducateurs et éducatrices d'APS34, Madame Valérie CALUEBA, vice-présidente du département de l'Hérault et secrétaire aux affaires familiales et de l'enfance, s'est permise de nous regarder droit dans les yeux et d'affirmer : « j'assure à l'APS34 le maintien de son budget à moyens constants. Aucun poste ne sera supprimé ».

Ce mardi 10 juin, le Département envoie un courrier à notre direction, annonçant qu'il s'apprête à fermer les services de Sète, Frontignan, et Béziers. Potentiellement celui de Lunel, ainsi que la suppression de deux postes d'éducateurs au quartier de la Mosson.

Ce qui représente le licenciement de plus de 35 % des effectifs de l'association.

C'est le coup de massue. On nous a menti . On nous a trahi.

35 % des effectifs... C'est encore pire qu'il y a 3 mois. Nous sommes d'ores et déjà en sous effectif et en sur-régime.

Et l'année prochaine ? Qu'en sera-t-il ? Combien de postes seront supprimés ?

En réalité, c'est la Prévention Spécialisée dans son ensemble qui est menacée. Les budgets fondent à vue d'œil partout dans le pays. Des services entiers disparaissent.

Les politiques ont fait des choix. Ce ne sera pas celui du social, pas celui de la protection de l'enfance. Ça sera celui réarmement. L'argent du social, de la prévention spécialisée, servira à réarmer le pays.

Nous dénonçons et condamnons fermement ces choix. Et refusons catégoriquement d'être sacrifié-es, au même titre que les jeunes et les habitant-es des quartiers populaires, sur l'autel de la remilitarisation.

Nous, salarié-es de l'APS34, exigeons le maintien des postes et des services concernés.

Nous exhortons le département de l'Hérault à honorer ses promesses. Nos métiers sont essentiels, préservons les.

Nous affichons notre entière solidarité avec les collègues du secteur social et médico-social tous impactés par les politiques d'austérité, avec la Culture, l'Education Nationale, l'Hôpital, la fonction publique dans son ensemble, et toutes celles et tous ceux qui se retrouvent touché-es de près où de loin par les coupes budgétaires en cours. À commencer localement par nos collègues de l'association d'Adages, et dont les coupes budgétaires du département et des mairies vont entraîner la fermeture des centres sociaux de la Devèze, Béziers et Croix-d'argent à Montpellier !

C'est la raison pour laquelle, nous entamons un mouvement de grève et de mobilisation, dès la semaine prochaine dans l'ensemble des services de notre association, et sur l'ensemble du territoire de l'Hérault !

RDV le jeudi 19 JUIN à 10h pour un rassemblement devant le conseil départemental de l'Hérault et le **jeudi 26 JUIN pour un rassemblement place de la comédie à 12h** à Montpellier !

NON AUX SUPPRESSIONS DE POSTES

POUR FINANCER LA GUERRE !

PLUS DE MOYENS POUR LE SOCIAL !!